



# France-Monde arabe : 1967-2017 Un demi siècle d'infléchissements successifs

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2017

[madaniya.info](http://madaniya.info) 1 juin 2017

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

## De la politique arabe à la politique sunnite à la politique wahhabite.

«La définition de la folie, c'est de refaire toujours la même chose et d'attendre des résultats différents ». Albert Einstein

«L'occupation ne peut aller sans oppression, répression, expulsions et il s'y manifeste contre lui une résistance, qu'à son tour il qualifie de terrorisme.» Conférence de presse du Général De Gaulle Paris 27 Novembre 1967.

En un demi siècle (1967-2017), la diplomatie française en direction de la rive méridionale de la Méditerranée a subi des infléchissements successifs pour déboucher sur une alliance contre nature avec le pays le plus antinomique de son héritage politique, passant ainsi par dégradés successifs de la politique arabe, à la politique sunnite à la politique wahhabite.

## PROLOGUE

Sans remonter aux Croisades, il est généralement admis que la politique française à l'égard du monde arabo-musulman s'est articulée autour de trois grandes dates fondatrices :

- 1536 : Le traité des Capitulations entre François 1<sup>er</sup> et Soliman Le Magnifique.
- 1798-1801- Le recentrage Bonaparte par déplacement du curseur de la sublime porte vers l'axe Le Caire La Mecque, autrement dit le monde arabe, le noyau central et historique de l'Islam.
- 1967- La «Grande politique arabe de la France» du Général Charles de Gaulle, soit en quatre siècles trois infléchissements majeurs avec un bilan mitigé.

## LE TRAITÉ DES CAPITULATIONS ENTRE FRANÇOIS 1ER ET SOLIMAN LE MAGNIFIQUE

François 1<sup>er</sup> (1494-1574) et Soliman Le Magnifique, surmonteront leurs récriminations réciproques sur le contentieux des Croisades, particulièrement la Bataille de Poitiers (732), le sac de Jérusalem (1099) et de Constantinople (1204), -«les pages honteuses de l'Occident chrétien», selon l'expression de l'historien Jacques Le Goff-, pour sceller une audacieuse alliance.

Pris en tenaille entre l'Allemagne et l'Espagne, tous deux sous la couronne de Charles Quint (1550-1558), François 1<sup>er</sup> pactisera avec le chef de l'Empire ottoman, un infidèle, au grand scandale de la chrétienté d'alors, en vue de contrebalancer la puissance du saint Empire.

Dans la même veine de son inspiration, il créera le «Collège des lecteurs royaux», précurseur du Collège de France et imposera l'enseignement de l'arabe, en 1537, qui connaîtra sa consécration cinquante ans plus tard par la création de la chaire d'arabe. Louis XIV parachèvera son œuvre sur le plan culturel. Sous l'impulsion de Colbert désireux de mettre à la disposition des négociants français des interlocuteurs appropriés en Orient, le Roi Soleil fonde la section des langues orientales au Collège Louis le Grand.

Colbert, l'auteur du si horrible «Code Noir de l'esclavage» qui sera publié après sa mort sous l'Édit de Mars 1695, décrètera «le privilège de la terre de France» et son pouvoir libérateur ; une clause de sauvegarde qui permettait de satisfaire un triple objectif : l'affranchissement automatique des esclaves du seul fait de fouler le sol français, la consécration a priori de l'esclavage dans les possessions d'outre-mer et la préservation des intérêts fondamentaux de la France par la mise en valeur de sa tradition d'hospitalité et de son bon renom dans le monde.

Sous la Révolution, la section des langues orientales du collège Louis le grand deviendra une institution autonome «l'École des langues orientales». L'arabe, le turc et le persan y seront les premières langues enseignées. Le général Bonaparte en Égypte décrètera la politique des égards... à l'égard des indigènes. Non pas par tropisme arabo musulman, mais pour l'évidente raison que le respect d'autrui constitue la première forme de respect de soi. En un mot par un réalisme enrobé d'idéalisme qu'il considérera comme le meilleur gage de la pérennisation de son action.

### **1798- 1801 : LE CURSEUR RECTIFICATIF DE BONAPARTE : LA «POLITIQUE DES ÉGARDS»**

Pour rappel : L'expédition d'Égypte de Bonaparte était autant une expédition militaire que scientifique. Une différence de taille avec l'aventurisme français des siècles suivants l'expédition «punitif» de Suez (1956), la guerre de prédation économique de Libye (2011) et de Syrie (2012).

François Ier le précurseur, Bonaparte, le successeur, percevront les dividendes de cette politique d'ouverture vers l'outre-mer, deux siècles plus tard avec Jean François Champollion, l'un des plus illustres élève des «Langues O», déchiffreur des hiéroglyphes égyptiennes, une découverte qui fera de l'Égypte, l'un des centres du rayonnement culturel français en Orient, un exemple de rentabilité opérationnelle, le fameux «retour sur investissement» du jargon moderne.

En stratège, le général corse, sans doute plus averti des subtilités géostratégiques de la Méditerranée, s'est borné à recentrer la politique de son royal prédécesseur considérant que La Mecque et non Constantinople constituait le centre d'impulsion de la politique française de la zone.

Se gardant de tout messianisme, il revendiquera pour la France la charge du domaine régalien, laissant aux autochtones la gestion de leurs propres affaires locales, en application de «la politique des égards», première expression politique de l'autogestion des territoires conquis.

Son neveu, Napoléon III, caressera même le projet de fonder un «Grand Royaume Arabe» en Algérie. Cette évidence mettra deux siècles à s'imposer. Mais, entre-temps, que d'humiliations, que de gâchis. Pour avoir méconnu ce principe, pour avoir renié ces propres principes, la France en paiera le prix.

## **ENTRE TEMPS, AU XIXE SIÈCLE**

Le Monde arabe servira de cible compensatoire aux désastres militaires français successifs sur le théâtre européen, tout au long du siècle depuis Waterloo, fait unique dans les annales militaires internationales.

Waterloo (1815), Mexique (1862), Sedan (1870) Fachoda (1898), avec leur projection belligène sur le théâtre arabe :

- Conquête de l'Algérie, en 1830, quinze ans après le désastre de Waterloo 1815)
- Conquête de la Tunisie, en 1881, dix ans après la défaite de Sedan, en superposition aux avatars de l'expédition du Mexique (1862-1867).
- Enfin Fachoda (1898), qui débouchera sur la conquête du Mali (Gouraud-Al Many Touré) et le Maroc en 1912.

La crise de Fachoda (en anglais the Fashoda incident) est un incident diplomatique sérieux qui opposa la France au Royaume Uni en 1898 dans le poste militaire avancé de Fachoda au Soudan (aujourd'hui, Sud Soudan). Son retentissement a été d'autant plus important que ces pays étaient alors agités par de forts courants nationalistes. Dans l'imaginaire collectif français, la crise de Fachoda reste comme une profonde humiliation infligée par un Royaume-Uni triomphant, hautain et forcément de mauvaise foi. En somme, l'image même de la « perfide Albion » abondamment reprise par la presse et les caricaturistes de l'époque. Cet épisode reste comme l'un des événements fondateurs mais surtout représentatif de la Troisième République encore jeune et fragile, au même titre d'ailleurs que les scandales politiques et financiers qui ont émaillé le dernier quart du XIXe siècle en France.

### **Au XXe siècle, la politique arabe de la France**

Dans la première partie du XXe siècle, la politique arabe de la France que Nicolas Sarkozy, pourtant issu de la famille gaulliste, a cherché à déconstruire avec le soutien actif des transfuges atlantistes philo sionistes, notamment Dominique Strauss Khan et Bernard Kouchner, a surtout consisté pour les pays arabes à voler au secours de la France, à deux reprises, au cours du XXe siècle, pour l'aider à vaincre ses ennemis, notamment en 1939-1945, en l'aidant à se débarrasser du joug nazi dont une fraction importante de la communauté nationale de confession juive en avait lourdement pâti.

Avec en contrepoint et pour prix de la contribution arabe à la libération de l'Alsace-Lorraine, l'amputation de la Syrie du district d'Alexandrette et sa cession à la Turquie, l'ennemi de la France lors de la Première Guerre Mondiale (1914-1918), et la carbonisation au napalm des habitants de Sétif, en Algérie, (1945), le jour même de la victoire alliée dans la deuxième Guerre Mondiale (1939-1945), ainsi que la fourniture dans la foulée à Israël de la technologie nucléaire au centre de Dimona (Néguev).

### **1967-2017 LA GRANDE POLITIQUE ARABE DU GÉNÉRAL DE GAULLE**

Le tournant de la « Grande politique arabe » du Général de Gaulle est intervenu, en 1966, dans la foulée de l'indépendance de l'Algérie, clôturant une rupture quasi générale de la France avec le Monde arabe de dix ans, consécutive à l'expédition de Suez (1956), une agression tripartite des deux anciennes puissances coloniales de la zone (France-Grande Bretagne) de concert avec leur créature Israël.

Elle impliquait une politique d'ouverture sur l'ensemble de la rive sud de la Méditerranée, le Monde arabe, indépendamment de leurs systèmes politique -monarchiques ou républicains, progressistes ou conservateurs, aussi bien le Maroc que l'Algérie, la Libye que l'Arabie saoudite-, mais aussi les autres puissances régionales musulmanes du Moyen Orient : la Turquie (sunnite et laïc) et l'Iran (chiite).

Signe de la bonne entente Paris-Téhéran, le premier ministre de l'époque Georges Pompidou représentait la France aux festivités de Persépolis célébrant les fastes de l'Empire Pahlévi. La France, l'un des plus importants pollueurs nucléaires de la planète, équipementier d'Israël (Dimona) et de l'Apartheid d'Afrique du sud, nouait, parallèlement, une coopération nucléaire avec l'Iran impériale via le consortium EURODIF, avant que les hiérarques français -Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner et Laurent Fabius- ne se drapent dans la dignité d'une dinde effarouchée dans la perspective d'un Iran nucléarisé.

#### **A - L'Irak (1968) et la Libye (1969), deux percées majeures de la diplomatie gaulliste dans d'anciennes chassées gardées anglo saxonnes**

En treize ans (1966-1979), la diplomatie gaulliste a permis deux percées majeures de la France dans d'anciennes chasses gardées anglo saxonnes :

En Libye (1969) avec le «contrat du siècle» de 105 Mirage conclu par le gouvernement de Jacques Chaban Delmas avec le colonel Kadhafi. Et la préservation de la quote-part de Total lors de la nationalisation de l'IPC (Iraq Petroleum Company), en Irak, par Saddam Hussein.

L'illustration la plus significative de la solidarité franco-arabe s'est manifestée lors de la guerre d'octobre 1973 avec la phrase de Michel Jobert, à l'époque ministre des Affaires étrangères : «Est ce que tenter de rentrer chez soi constitue forcément une agression ?», pour justifier le franchissement du Canal de Suez et la destruction de la Ligne Bar Lev par l'armée égyptienne. Avec en retour, le traitement de faveur réservé à la France lors du boycott pétrolier des pays amis d'Israël.

#### **B - Le choc pétrolier de 1973 : «Des idées mais pas du pétrole»**

En 1973, La France est officiellement le partenaire privilégié du Monde arabe, officiellement épargnée par le boycottage pétrolier anti-occidental, le principal bénéficiaire du boom pétrolier, le principal bénéficiaire des contrats pétro monarchiques, mais les Français se cramponnent à une xénophobie lancinante, crispés sur un comportement guidé par une psychorigidité nourrie d'une nostalgie de grandeur.

Tout le monde garde présent à l'esprit les traits d'humour d'une époque où les Français exultaient de compenser leur absence de ressources naturelles par une prétendue supériorité intellectuelle, affichant leur fierté de ne «pas avoir de pétrole mais des idées», formule qui peut se décrypter de la façon suivante : «pas d'essence, mais la quintessence de l'esprit», humour qui sous-tendait une arabophobie ambiante dans une période où les arabo-musulmans étaient cloués au pilori pour avoir osé frigorifier les Français avec leur crise de l'énergie.

Le renchérissement du coût du pétrole était vécu comme un crime de lèse-majesté, alors qu'il s'agissait d'un problème de rajustement des prix du brut, longtemps outrageusement favorables aux économies occidentales.

La contradiction entre l'ouverture pan-arabe de la diplomatie française et la crispation identitaire de l'opinion française posait déjà à l'époque le problème de la mise en cohérence de la politique française à l'égard du fait arabo-musulman.

### **1979 : VALÉRY GISCARD D'ESTAING, LES PRÉMISSSES D'UNE POLITIQUE SUNNITE EN SUBSTITUTION À LA POLITIQUE ARABE**

Le premier infléchissement à la politique gaullienne a été, naturellement, le fait de Valéry Giscard d'Estaing, un «gaulliste sous toute réserve («Oui Mais»), en 1979, sous l'influence du complexe militaro industriel français qui conduira la France à perdre délibérément le bénéfice de l'hospitalité qu'elle avait accordée à l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny (Neauphle-le-château).

Initiée par le néo gaulliste Jacques Chirac (1974), le partenariat stratégique avec l'Irak fera de la France un «cobelligérant de l'Irak» dans sa guerre contre l'Iran Khomeiniste chiite (1979-1989), par ricochet l'alliée du bloc des pays sunnites arabes qu'ils soient Républicains (Irak, Égypte) ou monarchistes (les pétromonarchies du Golfe).

Curieux retournement que celui de la France et de l'Irak, les deux pays qui avaient accordé l'asile politique à l'Imam Khomeiny du temps de son exil, dont 14 ans à Najaf (sud de l'Irak), qui se retournent contre lui à son arrivée au pouvoir pour lui mener une guerre de près de dix ans... dont les rebondissements ultimes déboucheront sur la fin de Saddam Hussein, la perte de l'Irak par la France et son passage sous influence iranienne.

Drôle de résultat pour un pays qui se targue de la rationalité cartésienne.

### **LA FRANCE, FER DE LANCE DU COMBAT CONTRE LE MONDE CHIITE**

Sous le tandem Chirac-Giscard et son prolongement socialiste animé par François Mitterrand (1979-1995), la France se positionnera en fer de lance du combat contre le Monde chiite. D'abord en tant que cobelligérant de l'Irak contre l'Iran (1979-1989), deux décennies plus tard, dans la guerre contre la Syrie (2011-2016), le maillon intermédiaire de «l'Axe de la Résistance» à l'hégémonie israélo-occidentale ; puis dans son rôle dans la mise sur pied d'un Tribunal Spécial International sur le Liban, chargé de juger les assassins de Rafic Hariri, un crime interne instrumentaliser pour criminaliser tant la Syrie que le Hezbollah libanais, enfin dans son rôle d'obstruction dans les négociations internationales sur le nucléaire iranien.

Par ricochet, la France, pendant une décennie (1980-1990), se trouvera en butte avec le «noyau dur du Monde arabo-musulman», au Tchad face à la Libye, au Liban face à la Syrie, avec les attentats du Drakkar, l'assassinat de l'ambassadeur de France Louis Delamarre, la spirale des otages, dont le plus illustre dommage collatéral sera le chercheur Michel Seurat.

Face à l'Iran, enfin, en France même, où les attentats de Paris (1986-1987), salueront le retour au pouvoir de Jacques Chirac à la faveur de la 1 ère cohabitation socialo-gaulliste.

### **LE «PRINTEMPS ARABE» (2011-2016), LE SACCAGE DES ATLANTISTES PHILO SIONISTES, NICOLAS SARKOZY ET FRANÇOIS HOLLANDE**

#### **A- La Libye, le deuxième infléchissement de la politique arabe du Général de Gaulle**

Percée de la diplomatie gaulliste dans la décennie 1970, la Libye sera détruite et le pré carré français en Afrique durablement déstabilisé, 40 ans plus tard, par Nicolas Sarkozy un

post gaulliste, « le premier président de sang mêlé » de France, tel qu'il s'est défini avec ce terme de grande ambiguïté, sans préciser la nature de ce métissage : Franco hongrois ? Ou Judeo chrétien ?

Menée contre un pays sunnite à structure républicaine en coalition avec les pétromonarchies wahhabites, la guerre contre la Libye a marqué un nouvel infléchissement de la « politique arabe du Général de Gaulle », réduite désormais à une solidarité avec les pays musulmans sunnites d'obédience exclusivement wahhabite, à structure monarchique.

### **LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AU XXIE SIÈCLE : UNE DIPLOMATIE ATLANTISTE PAR UN COUPLAGE DU WAHHABISME AVEC LA DROITE ISRAÉLIENNE**

De solidarité avec les pays sunnites (Guerre contre de l'Iran 1979-1989), la diplomatie française en direction du Moyen orient s'est ainsi réduite à une solidarité avec les pétromonarchies et les pays se réclamant du néo-islamisme (Turquie).

La Libye a en effet scellé la nouvelle politique arabe du pouvoir français dans ses deux versions -post gaulliste et socialo-motoriste. Une politique de substitution.

Une politique d'alliance avec le wahhabisme (Arabie saoudite, Qatar et le néo islamiste Erdogan) en substitution à la politique sunnite, prolongée par une solidarité avec la droite israélienne.

François Hollande a même été jusqu'à assurer Benyamin Nethanyahu dans sa cuisine qu'il dénichera toujours une chanson d'amour pour Israël».

La guerre de Syrie accentuera cette tendance, particulièrement amplifiée avec l'entrée en scène de Laurent Fabius, le petit télégraphiste des Israéliens dans les négociations internationales sur l'accord sur le nucléaire iranien.

61 ans après l'agression tripartite (anglo-franco-israélienne) de Suez (1956), les socialistes s'inspirant de leur modèle Guy Mollet, laisseront libre cours à leur prurit belligène à l'égard des Arabes. Au nom du combat contre la démocratie.

Nasser en son temps avait été qualifié de Bickbachi et comparé à Hitler, le clan Assad de dictature sanguinaire, dans une alliance contre-nature avec les gérontocrates édentés, lubriques et libidineux du Golfe.

Que l'on ne s'y méprenne pas : L'alliance franco turque du XXIe siècle ne constitue en aucun cas une réédition du traité des Capitulations, mais une alliance, là aussi, contre nature entre la France et un pays présidé par un néo islamiste, Recep Tayyip Erdogan, qui fait office de plaque tournante du djihadisme planétaire, le gestionnaire du flux migratoire des sinistrés de la politique occidentale vers l'hémisphère sud à destination d'une Europe en crise systémique.

### **BILAN**

1er postulat : Le privilège de la terre de France a volé en éclat, dommage collatéral de la cécité politique des gouvernants. Il n'est pas indifférent de noter à ce propos que les plus célèbres réfugiés politiques du Moyen Orient en France de l'époque contemporaine, l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, guide de la révolution islamique iranienne, et l'ancien chef du gouvernement intérimaire libanais, le général Michel Aoun, chef du Courant Patriotique Libanais (CPL), se soient retournés contre leur pays hôte à leur retour au pays natal. Du fait

de la France.

En application du primat sunnite, tendance wahhabite, Jacques Chirac, -incarnation non du gaullisme mais du gaullisme d'entreprise-, privilégiera, au Liban, l'alliance avec le milliardaire libano-saoudien Rafic Hariri.

Il mettra à l'index des forces représentatives libanaises, tel le Général Michel Aoun, chef du plus important parti politique chrétien, de même que le Hezbollah, dont le président français souhaitait qu'il soit passible de «mesures coercitives» alors que la formation paramilitaire chiite faisait face à une guerre de destruction du Liban de la part d'Israël, en juillet 2006.

Dans ce contexte, la «déconcertante alliance» du Hezbollah et du général Michel Aoun, pour reprendre l'expression des analystes occidentaux, apparaît comme la résultante et la réplique de la «déconcertante attitude» des Occidentaux à l'égard des aspirations du monde arabe, particulièrement en ce qui concerne la Palestine et les Chrétiens d'orient.

Une alliance d'autant plus impérieuse pour «préserver le caractère arabe» qu'elle a brisée stratégiquement le clivage confessionnel islamo chrétien de l'équation libanaise. L'adhésion à cette alliance du parti Tachnag, le plus important parti arménien de la diaspora, rejoint ces préoccupations, de même que les réticences du nouveau patriarche maronite à opter pour un alignement inconditionnel à la stratégie occidentale en terre arabe.

2e postulat : la France protectrice des Chrétiens d'orient. Voyons voir.

Terre d'asile, La France, fille aînée de l'église, accueillera les Arméniens rescapés du génocide turc, en 1915, mais, paradoxalement, gratifiera de son forfait la Turquie, leur éradicateur et ennemi de la France lors de la première guerre mondiale, en lui offrant sur un plateau, Hatay, par amputation du District d'Alexandrette de la Syrie.

Une opération qui s'est révélée être une aberration de l'esprit vraisemblablement unique dans l'histoire du monde, pathétique illustration d'une confusion mentale au nom de la préservation de prétendus intérêts supérieurs de la nation au détriment de la victime.

Protectrice des chrétiens d'Orient, elle a facilité l'accès de son territoire aux Libanais fuyant les ravages de la guerre civile (1975-1990), mais elle a, dans le temps institutionnalisé et instrumentalisé le confessionnalisme politique, au mépris du principe de la laïcité et de la séparation de l'église et de l'état, un des principes fondateurs de la République française.

## **EN GUISE DE CONCLUSION**

Comment expliquer l'alliance de la France avec les forces les plus rétrogrades et les plus répressives du Monde arabe, sous couvert de combat pour la démocratie, son prédécesseur gaulliste avec le Qatar, le parrain des destructeurs des sites islamiques de Tombouctou, et le successeur socialiste, avec le Royaume wahhabite.

L'empressement à faire intervenir le GIGN lors de la prise de la Mecque, en novembre 1979, et la passivité face au saccage des stèles de Tombouctou par les Wahhabites d'Ansar Eddine ?

Comment expliquer une alliance avec le parrain des preneurs d'otages des prélats de Syrie, de quatre journalistes français, des destructeurs des sites religieux, notamment de Maaloula, dans la banlieue de Damas, l'un des plus anciens sites antiques de l'humanité,

dont les habitants parlent l'araméen, la langue du Christ, dont les religieuses ont fait office de bouclier humain.

Une alliance avec le maître de l'intolérance et de la xénophobie, celui dont l'un des dignitaires religieux a décrété la destruction des églises de la péninsule arabique, prioritairement aux nombreuses bases militaires occidentales qui paralysent la souveraineté de ces émirats mirages, ne se doutant nullement des inconséquences de ses propos qui pourraient entraîner, en représailles, une réplique de la xénophobie européenne sur les quatre mille mosquées qu'abrite la rive nord de la Méditerranée.

Comment expliquer enfin la nouvelle alliance avec la Turquie contre la Syrie, qui abrite le mémorial du génocide arménien à Deir Ez-Zor. Contre la Syrie, le siège des patriarchats d'Orient depuis la chute de Constantinople. Contre la Syrie, que la France a amputé du district d'Alexandrette, cédée à la Turquie en guise de bonus à son génocide.

Chrétiens de Syrie et d'ailleurs doivent se pénétrer d'une réalité première à savoir que l'Occident, particulièrement la France, protectrice des chrétiens d'Orient, a été leur fossoyeur.

La création d'Israël a entraîné l'exode des chrétiens palestiniens, l'agression anti nasserienne de Suez, en 1956, l'exode des chrétiens d'Égypte, l'invasion américaine de l'Irak, l'exode des chrétiens d'Irak; et la bataille de Syrie, l'exode des chrétiens de Syrie, alors que la guerre civile libanaise a provoqué un exode massif des chrétiens libanais, dans une tentative occidentale de fixer sur place les Palestiniens et de faire du Liban leur patrie de rechange.

Que reste-t-il de la politique d'amitié affairiste du tandem Chirac-Hariri à l'origine de la mise à l'index du Général Aoun ?

L'ancien premier ministre Rafic Hariri a été pulvérisé par un attentat, en 2005, de même que le responsable de son service de sécurité, Wissam Hassan, la dague sécuritaire du clan saoudo-américain au Liban, ainsi que les vecteurs médiatiques de la diplomatie atlantiste, Gébrane Tuéni et Samir Kassir (Groupe An Nahar).

Son fils et successeur Saad a été caramélisé, dix ans plus tard, par sa déconfiture financière et sa faillite politique, au terme d'un long exil en Arabie saoudite, en plein «printemps arabe», qui lui a valu le sobriquet infamant de «planqué de Beyrouth».

Du côté français, Jacques Chirac, pensionnaire posthume de son ami libanais Rafic Hariri assassiné du fait du retournement de la politique française au Liban, sera, lui, le premier président français depuis Pétain à faire l'objet d'une condamnation de Justice et son successeur, Nicolas Sarkozy, qui voulait confiner l'Iran et sanctuariser Israël avec son projet d'«Union Pour la Méditerranée», est en maille avec la justice pour des affaires en rapport avec l'argent illicite... de Bygmalion au financement libyen de sa campagne présidentielle.

Le retour sur investissement de la politique arabe de Bonaparte a eu pour nom Lesseps, Canal de Suez, Champollion, hiéroglyphe... un rayonnement qui perdure encore de nos jours.

Le retour sur investissement de la politique arabe du tandem philo sioniste atlantiste Sarkozy-Hollande a eu pour nom Mohammed Merah, les Frères Kouachi, Hédi Nemmouche, Si Ahmed Glam, Salah Abdel Salam, Charlie Hebdo, Paris Bataclan, Nice etc.. Un bain de

sang qui déshonore les stratèges en chambre du nouveau cours de la diplomatie française.

Si la France se range de nos jours dans le camp de la démocratie, elle le doit certes aux « Croix Blanches » des cimetières américains de Normandie, mais aussi au sacrifice des quelques cinq cent mille combattants du Monde arabe et africain qui ont aidé la France à se libérer du joug nazi, alors qu'une large fraction de la population française pratiquait la collaboration avec l'ennemi. Cinq cent mille combattants pour la Première Guerre mondiale (1914-1918), autant sinon plus pour la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945).

Au terme d'un centenaire calamiteux généré par une gestion aberrante des accords Sykes-Picot, la politique française en direction du Monde arabe porte la marque de stigmates de sa diplomatie erratique dont la scarification morale aura été, symboliquement, la Légion d'Honneur épinglée sur la poitrine du prince héritier d'un Royaume détenteur du record mondial des décapitations, la marque de fabrique de son pupille Daech, la terreur de la France et du Monde occidental.

Pays européen disposant de la plus importante façade maritime face la rive musulmane de la Méditerranée, abritant de surcroît la plus importante communauté arabo musulmane de l'Union Européenne, ces deux paramètres commandent à la France de définir une stratégie à long terme en direction de son environnement méditerranéen et non de réduire sa « politique arabe » à une variable d'ajustement conjoncturel de la compétitivité de son complexe militaro-industriel et du train de vie des dirigeants français, particulièrement des béquilles financières dont ils escomptent se doter du fait de leur mansuétude à l'égard de leurs mécènes : Valéry Giscard D'Estaing du diamantaire Bokassa, Jacques Chirac de son hébergeur posthume Rafic Hariri, le sang mêlé Nicolas Sarkozy du crésus du Qatar et le socialo motoriste François Hollande de la dynastie wahhabite dont il décernera la Légion d'Honneur à son prince héritier.

L'honneur de la France lui commande de rompre avec la politique de la punition et de l'humiliation, si préjudiciable à son renom.

- De favoriser, non la balkanisation du Monde arabe, mais son unité afin de doter cet ensemble d'un seuil critique à l'effet de fonder un véritable partenariat avec l'ensemble européen, sur un pied d'égalité.
- De contribuer à la renaissance non du chauvinisme bureaucratique, mais une forme rénovée du nationalisme arabe sur de bases démocratiques, meilleur garde fou à l'expansionnisme néo-islamiste confrérique de sensibilité wahabbiste, si destructeur de civilisations, si destructeur de nos valeurs communes.
- Dernier, mais non le moindre, Restaurer le peuple palestinien, victime par excellence des turpitudes occidentales, dans ses droits nationaux légitimes, tant il est vrai qu'il ne saurait y avoir de sérénité trans-méditerranéenne sans le recouvrement du peuple palestinien de sa dignité.

René Naba

La source originale de cet article est [madaniya.info](http://madaniya.info)

Copyright © [René Naba](http://René Naba), [madaniya.info](http://madaniya.info), 2017

---

Articles Par : [René Naba](#)

## A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>ème</sup> siècle" (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)